

solution que la coopération, si ce n'est la guerre.

"Peut-être pouvons-nous, en raison de notre situation géographique, de nos racines et de nos divers contacts, contribuer de manière spéciale à ce qui doit être un effort collectif. Nous sommes une nation bilingue et nous entretenons des relations étroites avec les pays du Commonwealth et avec ceux de la francophonie, ce qui nous a gagné des amitiés en Afrique. Nous avons à la fois une fenêtre sur le Pacifique et sur l'Atlantique, et nos rapports avec les pays de l'Amérique latine et des Antilles sont importants. Ce sont là des atouts pour le Canada, mais en même temps, nous sommes très conscients du fait que pour établir les liens et les conditions que nous recherchons, il nous faut discuter et négocier dans une atmosphère libre...de toute rivalité internationale...

"Tout en poursuivant les efforts de paix, nous devons dans les années qui viennent maintenir notre sécurité sur les plans politique, économique, social et militaire à un niveau élevé, de sorte qu'il soit possible d'entreprendre des négociations fructueuses qui mèneront à la diminution des tensions Est-Ouest et Nord-Sud..."

Constitution: les provinces désirent reprendre les négociations

Les provinces se disent disposées à rencontrer une nouvelle fois le premier ministre Trudeau et à discuter la question du rapatriement de la Constitution; elles désirent que cette rencontre ait lieu durant la première semaine de novembre.

Telle est la conclusion à laquelle en sont arrivés les dix premiers ministres provinciaux, réunis le 19 octobre à Montréal.

Leur porte-parole, le premier ministre de la Colombie-Britannique, M. William Bennett, a déclaré que les provinces souhaitaient sortir rapidement de ce qu'elles qualifient d'impasse constitutionnelle et entendaient prendre tous les moyens pour que cette prochaine conférence fédérale-provinciale soit un succès.

Elles proposent aussi la tenue d'une réunion préparatoire à laquelle prendrait part le ministre fédéral chargé du dossier constitutionnel, M. Jean Chrétien, et les ministres provinciaux chargés de la question. Cette première réunion permettrait "d'arrêter les modalités, la forme et l'ordre du jour de la conférence et d'examiner les domaines où il y aurait des possibilités d'entente".

La majorité des Montréalais d'accord sur un bilinguisme officiel

"Qu'ils soient francophones, anglophones ou allophones, les Montréalais s'entendent sur les grands problèmes économiques qui affectent leur ville, sur les risques que court la métropole, voire sur les grands objectifs qu'elle recherche. Montréalais de langue française et de langue anglaise s'entendent aussi pour souhaiter des assouplissements au régime de la loi 101", écrit Rodolphe Morissette dans *Le Devoir*.

M. Morissette appuie ses affirmations sur les données d'un sondage mené, en février dernier, par SORECOM Inc., pour le compte de l'Association pour la recherche sur les communautés à dualité linguistique, dont le siège est à Montréal.

Le sondage comportait deux grands volets: l'économie et les questions linguistiques.

Économie

La majorité des Montréalais sont conscients du déclin de leur ville au profit de Toronto, comme centre des affaires.

Les non-francophones attribuent le départ des grandes sociétés à l'incertitude politique des dernières années et aux lois provinciales sur la langue française. Les francophones, tout en reconnaissant l'importance de ces facteurs, en sont moins sûrs, sans "par ailleurs, sembler s'expliquer clairement le phénomène".

Tous les Montréalais croient que, l'an passé, Montréal a connu un nouvel essor économique, essor que les non-francophones expliquent par les résultats du référendum (à la suite duquel les Québécois ont refusé à leur gouvernement provincial le mandat de négocier la souveraineté-association). Les francophones y voient plutôt l'action du gouvernement provincial.

Les Montréalais constatent que les emplois ont diminué dans leur ville. Les francophones pensent cependant que "le nombre d'emplois disponibles a augmenté dans les secteurs de pointe, ce dont les non-francophones paraissent moins certains. Ces derniers, par contre, ont tendance à penser que les emplois disponibles aux anglophones ont diminué partout, pendant qu'augmentait le nombre d'emplois disponibles aux francophones.

Questions linguistiques

Soixante p. cent des francophones et 31 p. cent des non-francophones pensent que les effets globaux de la loi 101 ont été plutôt positifs.

Cependant, une vaste majorité des deux groupes linguistiques souhaite quelques assouplissements à la loi 101, notamment l'accès à l'école anglaise des Canadiens de langue anglaise venant des autres provinces canadiennes pour s'établir au Québec, et l'affichage bilingue. Deux tiers des francophones se disent d'accord.

Dans des proportions très considérables, dit M. Morissette, les Montréalais, quelle que soit leur langue, disent souhaiter que l'anglais et le français aient partout, au Canada et au Québec, un statut égal et que tous les ordres de gouvernement fournissent sur demande des services dans l'une ou l'autre langue, à la grandeur du territoire.

L'enquête

Menée durant les deux premiers mois de l'année, l'enquête a porté sur un échantillon de 1 357 Montréalais, soit 488 dans l'Est de Montréal (dont 413 francophones), 482 dans l'Ouest de l'île (dont 236 francophones) et 384 dans la périphérie de la métropole (dont 334 francophones).

Soixante quinze p. cent des personnes interrogées habitaient la région de Montréal depuis au moins 15 ans. Les répondants dits "non francophones" représentaient 65 p. cent des Montréalais ayant l'anglais pour langue maternelle (79 p. cent, pour langue d'usage) et 27 p. cent d'allophones par la langue maternelle (15 p. cent faisant usage d'une autre langue que le français ou l'anglais).

Mme Gandhi de passage à Ottawa

En route pour Cancun (Mexique) où elle devait assister au sommet Nord-Sud, le premier ministre de l'Inde, Mme Indira Gandhi, a fait une escale de nuit le 20 octobre à l'aéroport de Mirabel (Québec).

Accueillie à sa descente d'avion par le chef du protocole du ministère des Affaires extérieures, M. Léopold Amyot, qui lui a présenté les salutations du premier ministre Trudeau, Mme Gandhi a eu, par la suite, un entretien d'une demi-heure avec le ministre d'État chargé du commerce, M. Ed Lumley.

Les discussions ont porté sur les secteurs du commerce intéressant le Canada, sur la co-participation du Canada à des projets de développement d'envergure et sur les possibilités de co-production d'aéronefs.